




DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

1 0 NOV. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 20/10/2022
Reçu en préfecture le 20/10/2022
Publié le 
ID : 086-228600011-20221020-22_A_SE_0238-AR

ARRÊTÉ N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0238

du **20 OCT. 2022**

fixant des dotations complémentaires 2022 au titre des revalorisations salariales du Ségur de la santé 1 et au titre des surcoûts énergétiques dans les établissements et services médico-sociaux de compétence départementale et gérés par l'Association ADAPEI 86

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU le décret n° 2022-739 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par le Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie au titre de l'article 43 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 23 septembre 2022 relative aux mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation dans les établissements et services autorisés par le Département, secteurs personnes âgées, personnes handicapées et de l'enfance ;

VU le courrier en date du 29 juillet 2022 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en vue du versement du financement prévisionnel de la compensation 2022 ;

VU l'arrêté n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0300 du 23 novembre 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à l'ADAPEI pour le fonctionnement du foyer de vie La Prairie ;

VU l'arrêté n° 2019-A-DGAS-DHV-0239 du 6 janvier 2020 autorisant l'ADAPEI à augmenter la capacité du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale par transformation de l'offre médico-sociale ;

VU l'arrêté conjoint ARS n° 2020-A-DGAS-DHV-SE-0156 du 1er février 2021 portant modification des autorisations du foyer d'accueil Médicalisé "La Forêt" et l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyer de vie la Forêt", à Saint-Benoît, gérés par l'ADAPEI 86 ;

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0135 du 26 janvier 2021 portant diminution de 5 places d'accompagnement non médicalisé sur l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Section Annexe - ESAT Chantejeau" par transformation de l'offre ;

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0193 du 5 août 2021 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyers d'hébergement des ESAT - ADAPEI" ;

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0241 du 19 novembre 2021 portant augmentation de 3 places d'accompagnement non médicalisé sur l'EANM "Foyer de vie Bleu Soleil" géré par l'ADAPEI 86 ;

CONSIDERANT, d'une part, la remontée d'information effectuée auprès des gestionnaires d'établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap et de compétence départementale, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par lesdites revalorisations effectives au 1^{er} novembre 2021, à savoir les personnels soignants, les aides médico-psychologiques (AMP), les auxiliaires de vie sociale (AVS) et les accompagnants éducatifs et sociaux, ainsi que son impact budgétaire ;

CONSIDERANT, d'autre part, la volonté du Département de la Vienne d'apporter son soutien pour les 4 derniers mois de l'année 2022 aux établissements et services médico-sociaux accompagnant des personnes en situation de handicap et de compétence départementale, qui doivent faire face à l'inflation des coûts énergétiques, des matières premières

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de la mesure exceptionnelle relative à l'inflation, une dotation complémentaire et exceptionnelle 2022 est allouée à l'association ADAPEI 86 pour un montant de 22 890 € et s'établit de la façon suivante pour chacun de ses établissements et services de compétence départementale :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Montant de la dotation exceptionnelle
860790443	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Section Annexe - ESAT Chantejeau"	160 €
860011402	Etablissement d'Accueil Médicalisé "La Forêt"	7 090 €
860006253 860784453 860784362	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyers d'hébergement des ESAT - ADAPEI"	7 138 €
860784453	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyer de vie Bleu Soleil"	3 785 €

860005578	Foyer de vie La Prairie	3 548 €
860791599	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale	1 169 €

Ses modalités de calcul sont l'application d'un taux de 1% sur la dotation allouée à chacun des établissements ou services pour 2022, sur la base du nombre prévisionnel 2022 de personnes handicapées bénéficiaires de l'aide sociale départementale accueillies ou accompagnées, sur la période de septembre à décembre 2022.

ARTICLE 2 : Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 est allouée à l'Association ADAPEI 86 pour un montant de 345 449 € correspondant à 61,66 équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels.

Ce montant provisoire s'établit de la façon suivante pour les établissements et services concernés :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	ETP retenus	Montant prévisionnel 2022
860790443	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Section Annexe - ESAT Chantejeau"	1,00	4 872 €
860011402	Etablissement d'Accueil Médicalisé "La Forêt"	24,58	139 914 €
860784362	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyers d'hébergement des ESAT - ADAPEI"	13,90	73 622 €
860784453	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyer de vie Bleu Soleil"	10,38	60 784 €
860005578	Foyer de vie La Prairie	10,80	61 500 €
860791599	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale	1,00	4 758 €

Le montant définitif de la compensation desdites mesures salariales sera déterminé sur la base de la moyenne annuelle du nombre d'équivalents temps-plein transmis courant 2023 par chaque établissement et service concernés via les systèmes d'information de la Caisse Nationale de la Solidarité pour l'Autonomie. Il pourra ainsi donner lieu à un complément versé sous forme de compensation de la CNSA en faveur du Département de la Vienne. A l'issue, le Département procédera le cas échéant au reversement correspondant aux établissements et services concernés.

Dans le cas où le montant définitif s'avèrerait inférieur au montant prévisionnel sus-mentionné, le Département de la Vienne se réserve le droit de procéder à une réfaction sur le montant prévisionnel qui sera alloué pour l'année 2023.

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 4: Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **20 OCT. 2022**

Le Président du Conseil Départemental

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Pichon', is written over the printed name.

Alain PICHON